

Conjoncture agricole

Les effets de la crise de la Covid-19 sur les filières agricoles sont variables selon la saisonnalité de la production, les circuits de commercialisation et l'évolution des habitudes d'achats des consommateurs pendant le confinement et depuis. L'impact est globalement négatif avec des filières en situation de crise durable en Pays de la Loire. L'évolution des marchés notamment RHD demeure incertaine alors qu'un deuxième confinement vient d'être mis en place.

Les livraisons ligériennes de lait de vache progressent depuis le début de l'année mais les prix s'infléchissent par rapport à 2019. En viande bovine, le marché intérieur est ferme, mais les jeunes bovins subissent le contexte européen concurrentiel et en berne. En volailles, la crise perdure en canard, pintade, caille, pigeon et gibier et le marché est lourd pour les œufs de poules en cage. Le marché de la viande porcine est sous pression malgré la forte demande asiatique. La collecte de lait de chèvre est en hausse dans un contexte de demande dynamique mais incertain sur la fin de l'année. En production ovine, les prix bénéficient d'un bon équilibre offre-demande.

En grandes cultures, les marchés sont globalement soutenus par l'adversité climatique et la demande mondiale mais le marché du colza subit la pression de l'incertitude du contexte. Dans le domaine du végétal spécialisé, les perspectives sont préoccupantes en viticulture sur le début de la campagne 2020-21. L'activité est impactée par l'épidémie de Covid-19 dans les filières horticole et pépinière. En pomme de table, la récolte régionale 2020 s'annonce en repli. A l'instar d'autres filières agricoles, les circuits de distribution de légumes ont été perturbés par la crise sanitaire et ses conséquences.

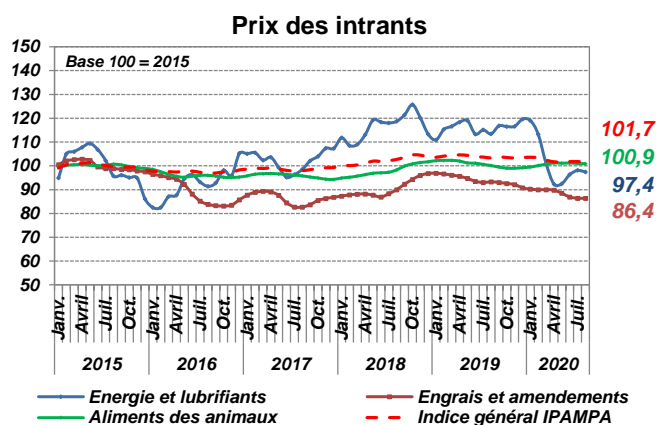
Intrants : des prix en recul de 2,5 % sur 8 mois

Cette baisse du prix des biens et services de consommation courante (en moyenne cumulée sur 8 mois) résulte principalement du recul du prix de l'énergie et des engrais.

Le prix du pétrole a fortement chuté en avril du fait de la pandémie de la Covid-19 qui a mis un coup d'arrêt aux échanges internationaux. Sur les 8 premiers mois de 2020, le prix du gazole non routier s'est ainsi réduit de près de 13 % par rapport à 2019.

Le prix des engrais a baissé de 7 % sur la même période, en particulier les engrais azotés (-9,3 %). Le prix des aliments pour animaux est par contre resté stable, avec des tendances contraires entre le tourteau de soja en progression de 3,3 % et les céréales en légère baisse de 2,2 %.

Les biens et services ainsi que les frais généraux voient leurs coûts augmenter modérément (+0,8 %). Le prix des produits de protection des cultures s'est au contraire contracté de 3,3 %.



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

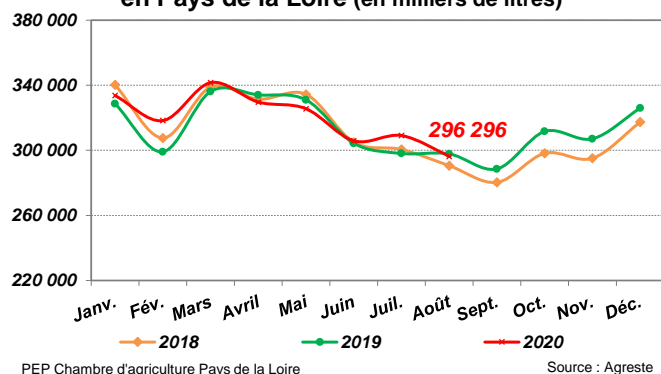
Source : INSEE

Lait de vache : une collecte ralentie en août et des prix qui plafonnent

Après un premier trimestre dynamique, puis un repli au deuxième trimestre (consécutif à la Covid-19) tant en France qu'en Pays de la Loire, l'été a été

contrasté : reprise de la collecte en juillet puis repli en août, sous l'effet de la chaleur et de la sécheresse qui ont touché tout le nord-est de la France.

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



Sur 8 mois, la collecte régionale a progressé de 1,2 % alors que la collecte française est restée relativement stable (+0,2 %). L'ambiance nationale reste prudente vis-à-vis du lait avec un cheptel de souche en baisse de 1,9 % sur 1 an.

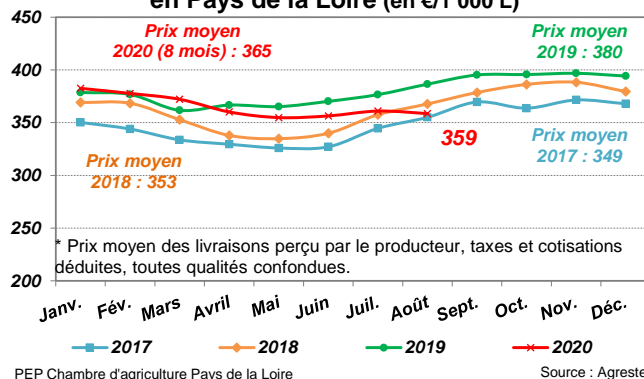
En Europe, la croissance de la collecte s'établit à 1,2 % sur la même période, avec tout comme en France, un ralentissement observé en Allemagne, aux Pays-Bas ainsi qu'au Royaume-Uni, tandis que la dynamique est toujours présente en Pologne (+2,6 %), en Irlande (+3 %) et en Italie (+4 %).

A l'échelle mondiale, la production laitière rebondit aux Etats-Unis et entame de manière dynamique la nouvelle campagne en Nouvelle-Zélande. La croissance est également au rendez-vous en Argentine et en Australie.

En termes de prix, le bon niveau de la demande mondiale a permis de soutenir les prix des produits industriels, qui ont connu un rebond après le fort repli du deuxième trimestre. Ils tendent néanmoins à

stagner sur la période récente, et le prix net payé aux producteurs plafonne depuis avril.

Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (en €/1 000 L)

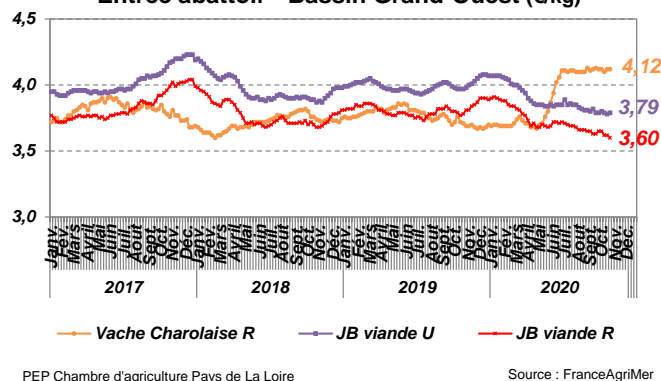


En Pays de la Loire, il se situe à 359 €/1 000 L en août, soit 7 % de moins que l'année précédente. La baisse concerne surtout le conventionnel (-8 %) alors que le prix du lait biologique se maintient (-0,4 %). La production de lait biologique représente aujourd'hui 6 % de la collecte régionale.

Pour conclure, le premier bilan de l'année 2020 s'annonce meilleur qu'attendu sur les 8 premiers mois de l'année, avec notamment une demande mondiale au rendez-vous. Les échanges internationaux sont restés globalement stables, et la France a amélioré son excédent commercial, grâce à des exportations en hausse de poudre maigre, de lait vrac et de caséines, mais également à des importations en recul. Des inquiétudes persistent néanmoins sur la fin de l'année, avec les impacts économiques potentiels de la crise sanitaire.

Viande bovine : fermeté du marché intérieur mais difficultés à l'export

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



L'orientation de la demande intérieure vers la viande VBF soutient le prix des femelles conformées, mais les cours des jeunes bovins sont toujours faibles en raison des difficultés rencontrées sur les marchés export. La demande de viande bovine est en effet affectée en Italie et en Grèce par le recul de l'activité touristique. La France subit par ailleurs une concurrence plus importante sur ces marchés

d'exportation du sud de l'Europe. En semaine 43, les cours des jeunes bovins U atteignent leur point le plus bas de l'année à 3,79 €/kg, en recul de près de 5 % par rapport à 2019 et de 7 % depuis le début de l'année. Avec le recul de l'offre, les retards d'abattage et d'enlèvement continuent de se résorber mais lentement. En Pays de la Loire, les sorties boucherie des mâles allaitants reculent de 4 % d'août 2019 à juin 2020. Concurrencées par les origines polonaises et espagnoles, les exportations de viandes bovines françaises poursuivent leur recul en août (-13 % /2019). Les importations (-8 % /2019) suivent également la même tendance en raison du repli de la demande RHD.

En femelles, le report de la consommation RHD vers les achats des ménages bénéficie aux circuits de détail qui privilégient l'origine française, tant en GMS qu'en boucherie. Le nouveau confinement mis en place le 30 octobre dernier pourrait accentuer cette tendance et continuer de soutenir les cours des femelles. En semaine 43, les cours de la vache R s'élevait 4,12 €/kg en hausse de 12 % depuis le début de l'année. Conjointement à ces évolutions de

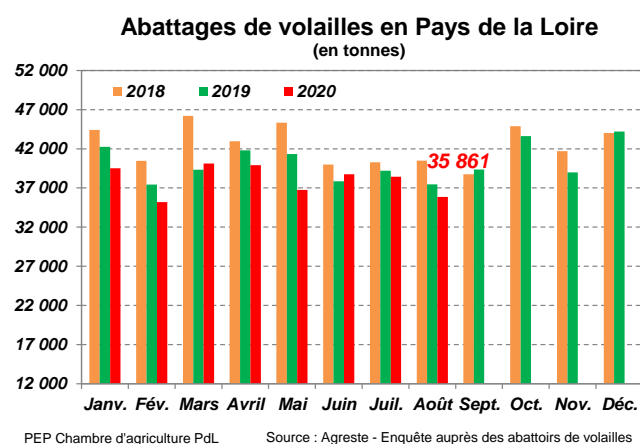
marché, le cheptel de vaches allaitantes poursuit son recul tant au niveau national que régional (-4 % en juin 2020 par rapport à 2019). La consommation française de viande bovine, calculée par bilan, poursuit son redressement en août, comblant progressivement le recul enregistré pendant le confinement, mais demeure en retrait de 3 % sur les 8 premiers mois de l'année par rapport à 2019. La part des viandes hachées fraîches et congelées poursuit sa progression.

La filière veaux de boucherie a subi de plein fouet les conséquences du confinement sur la demande de la RHD. Des signes d'amélioration sont constatés depuis cet été avec l'amorce de la remontée des cours qui

témoigne de l'allègement du marché. Cet équilibre demeure cependant fragile compte tenu des incertitudes liées à la crise de la Covid-19, surtout depuis la mise en place d'un deuxième confinement fin octobre.

Sur le marché du maigre, les prix sont très faibles en raison d'un déséquilibre offre-demande lié au recul de l'activité d'engraissement en France et au repli de l'export. Les flux d'exportation sont quasi-stables vers l'Italie depuis le début de l'année, mais sont en recul plus sensible vers l'Espagne où une part importante de la viande bovine est consommée en RHD. Le prix des veaux nourrissons est au plancher.

Volaille de chair : la crise perdue en canard et pintade et pour les petites filières



Les abattages ligériens de volaille en Pays de la Loire s'affichent en baisse de 3,8 % sur les 8 premiers mois de l'année. Seuls les abattages de dinde progressent (+1,9 %). On observe un recul de 1,7 % en poulets, mais l'activité plonge en canard (-17 %) et en pintade (-14 %). Dans ces espèces, les stocks constitués pendant le confinement ont commencé à être écoulés en août mais ils restent importants et les élevages sont loin d'avoir retrouvé une situation normale. Les vides sanitaires sont encore très longs.

La crise perdue également pour les filières caille, pigeon et gibier. Le Ministère de l'agriculture s'est d'ailleurs récemment engagé à accorder une aide spécifique de 3 millions d'euros à ces filières (pintade, canards, caille, pigeon et gibier) durement touchées par la fermeture des restaurants.

Les achats de viandes de volaille par les ménages évoluent favorablement depuis le début de l'année sauf pour la pintade (-12,8 % sur 8 mois) : +13 %

en poulet, +3 % en dinde. Les achats de canard progressent. Cependant, ils profitent surtout au magrets (+12,6 %) et moins au filet (+2,1 %).

Mais le recul de la vente en restauration impacte lourdement la consommation globale de canard et de pintade. Sur 7 mois, la consommation apparente calculée par bilan, chute de 16 % en canard et de 5 % en pintade. Elle stagne en poulet (+0,2 %) et augmente de 2 % en dinde.

Les échanges extérieurs sont perturbés par la Covid-19. Les exportations chutent de 15 % sur 8 mois et les importations de 6 %. Les expéditions de nos fournisseurs historiques Belgique et Pays-Bas baissent significativement, mais celles de la Pologne augmentent sensiblement (+8 %). Ce pays devient ainsi le premier fournisseur de la France devant la Belgique. En Pologne, les stocks se sont accumulés et le prix du poulet polonais a chuté. Selon le vice-président de la FIA, il serait d'environ la moitié du prix du poulet standard français.

Dans les semaines à venir les marchés risquent d'être de nouveau perturbés par le confinement de la population alors qu'une autre épidémie menace les élevages. La France a fait passer le risque d'influenza aviaire de négligeable à modéré, imposant des mesures de protection des élevages dans certaines zones fréquentées par les oiseaux sauvages. Puis, le 5 novembre, 46 départements ont été classés en risque élevé dont la Loire-Atlantique, le Maine-et Loire, la Mayenne et la Vendée.

Œufs : marché lourd pour les œufs de poules en cage

Le confinement du printemps s'est traduit par une moindre demande des fabricants d'ovoproduits (fermeture des restaurants) et une réorientation vers les GMS où la demande des consommateurs s'est envolée : hausse de 22 % des achats des ménages

en mars par rapport à mars 2019 et 45 % en avril. A la suite du confinement et jusqu'à aujourd'hui, la demande est restée dynamique pour la consommation à domicile. Mais elle bénéficie principalement aux œufs de poules qui ne sont pas

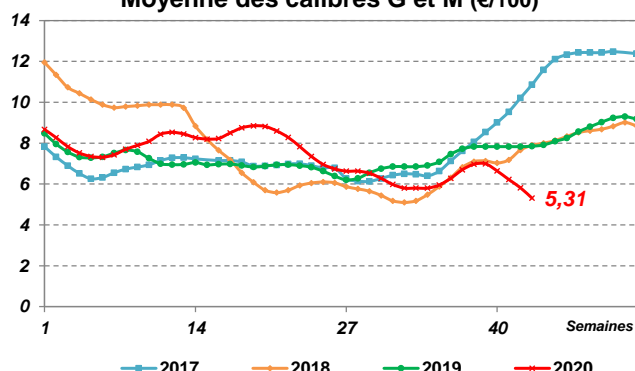
élevées en cage. Sur les 9 premiers mois de l'année, de fortes progressions des achats des ménages sont observées en œufs au sol (x2,6 par rapport à 2019), biologique (+21,2 %), Label Rouge (+8,9 %), plein-air hors Label Rouge (+16,7 %), et un recul de 5,4 % en œufs de poules en cage.

Les mises en place de poulettes ont rebondi après le confinement avec un pic au mois de juin. Selon le modèle de prévision SSP-ITAVI-CNPO, la production progresserait de 7,2 % en 2020 par rapport à celle de 2019 qui était faible et de 2,5 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

Avec la rentrée, la demande d'ovoproduits n'est pas repartie. En octobre on estime encore la baisse de la demande de -15 % à -20 % en restauration, et de -5 % à -7 % en industrie. Le couvre-feu a donné un nouveau coup de frein aux commandes. La demande faite aux GMS ne permet pas d'absorber les excédents. Les stocks s'accumulent dans les élevages et les prix chutent. L'accélération des réformes de

poules devrait assainir le marché, mais l'inquiétude grandit avec le confinement et les incertitudes qui planent sur les besoins des industriels pour les fêtes de fin d'année.

**Cotations des œufs de consommation TNO
Moyenne des calibres G et M (€/100)**



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Les Marchés

Viande porcine : un marché du porc sous pression

Sur le marché intérieur, la situation se tend avec des mesures de plus en plus restrictives mises en place pour lutter contre la résurgence de l'épidémie de Covid-19 en France et dans de nombreux pays européens. L'incertitude est forte quant à l'impact sur la consommation hors foyer. Sur le premier semestre 2020, les circuits de consommation ont été très perturbés par la première vague de pandémie. Les achats des ménages français ont fortement progressé : +9 % en porc frais et +6,1 % en charcuterie sur 7 premiers mois 2020. Cette hausse n'a toutefois pas compensé les pertes en RHD (-40 % de baisse de chiffre d'affaires sur le premier semestre). Au total sur les 8 premiers mois, la consommation de porc (à domicile et hors domicile) en France a reculé de 1,6 %.

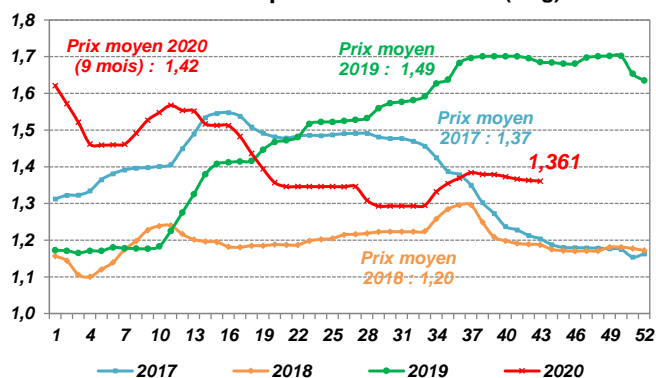
L'apparition de la FPA en Allemagne en septembre s'avère être un autre élément perturbateur du marché du porc européen. En effet, l'Allemagne, grand pays producteur et exportateur voit son commerce à l'export anéanti vers les Pays tiers, d'autant que la FPA progresse dans le pays. De plus, les nombreux cas de Covid-19 en abattoirs et le manque de personnel dans le secteur du désossage accentuent les difficultés de la filière porcine allemande.

Seul point positif au tableau : la forte demande asiatique et notamment chinoise. L'appétit de la Chine ne se tarit pas et les exportations vers ce pays restent soutenues. Sur 8 premiers mois en 2020, les exportations de l'UE vers les Pays tiers ont progressé

de 12,9 % et de 70,5 % spécifiquement vers la Chine.

Dans ce contexte, les cours du porc sont sous pression. Depuis le début de l'année, la cotation française s'est repliée de 16 %.

Cotations du porc cadran breton (€/kg)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : IFIP d'après MPB

Dans les prochains mois, les importations chinoises resteront élevées, mais la Chine continuera à faire jouer la concurrence entre ses fournisseurs. Le marché européen devrait être lourdement touché par l'excès d'offre de porcs allemands dans l'UE, surtout que la Chine refuse toujours la possibilité de régionalisation. Enfin, l'avenir est plus qu'incertain sur l'évolution de la consommation porcine intérieure.

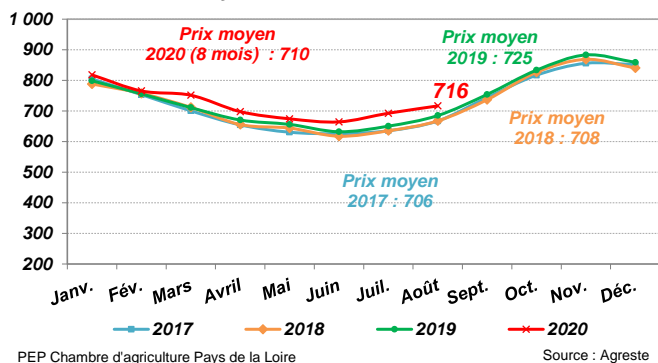
Lait de chèvre : hausse de collecte, consommation dynamique mais incertitudes sur la fin d'année

La collecte française de lait de chèvre a progressé de 4,9 % sur les 8 premiers mois 2020. En Pays de la

Loire, la collecte a été particulièrement dynamique (+6,6 %). Cette hausse a été bien maîtrisée par les

laiteries qui ont collecté et traité l'ensemble du lait de leurs éleveurs. Le premier semestre a pourtant été affecté par l'épidémie de Covid-19 qui a déstabilisé les circuits de consommation. Les laiteries ont choisi de privilégier le lait français et ont alors réduit leurs importations (baisse de 27 % sur les 8 premiers mois) qui ne représentent désormais que 9 % de l'approvisionnement des laiteries. Les stocks sont restés stables. Les prix ont poursuivi leur hausse (+4,4 % en Pays de la Loire sur 8 mois 2020).

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)



De janvier à août 2020, les fabrications de fromage ont sensiblement augmenté (+2,2 %) en revanche

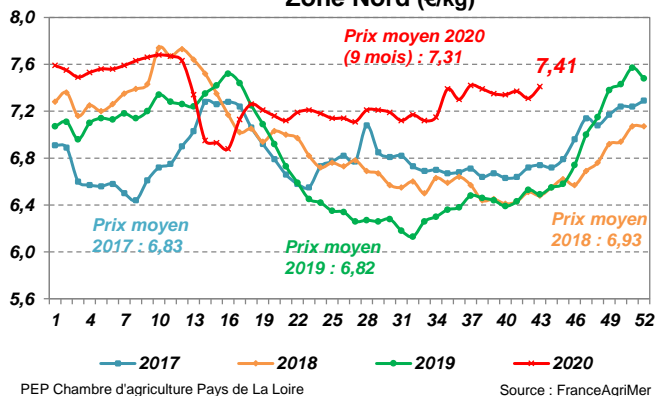
l'évolution a été plus mitigée pour les yaourts (-2,8 %, baisse pendant le confinement et reprise ensuite). Une forte progression des fabrications de fromage de chèvre biologique est à souligner : +24 % pour les fromages frais et +67 % pour les autres fromages. La consommation intérieure de produits laitiers caprins est restée dynamique (cumulés à août les achats des ménages en fromage de chèvre en libre-service ont progressé de 6,3 %). A contrario, les exportations ont reculé de 9,9 % sur les 8 premiers mois. Une nette baisse a été observée pendant le confinement, mais les exportations ont repris depuis juin.

La filière cheveau est en pleine crise. La période pascale, passée en confinement cette année, représente habituellement 60 % de la consommation annuelle de cheveau. La baisse de consommation, associée au recul des exportations ont lourdement affecté les cours et engorgé les stocks, qui risquent de peser en fin d'année. Un plan de sortie de crise a été signé avec un soutien financier de l'Etat ainsi qu'une aide régionale pour le maillon engraisseur. La filière doit désormais travailler sur son avenir.

Avec la résurgence de l'épidémie de Covid-19, les incertitudes planent sur l'évolution des ventes en RHD ainsi que sur la consommation de produits caprins haut de gamme pour les fêtes de fin d'année.

Viande ovine : un équilibre de marché qui soutient les prix

Cotation régionale agneaux 3 (couvert) 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir Zone Nord (€/kg)



Les disponibilités de viande ovine sur le marché français (production et importations) sont adaptées

au niveau de la demande. Cet équilibre permet une bonne fermeté du marché français. En cumul sur les 8 premiers mois de l'année, la production française se stabilise par rapport à 2019. Elle connaît une baisse saisonnière en phase avec la demande moins soutenue que cet été. Cumulée sur les 8 premiers mois de l'année, la consommation de viande ovine calculée par bilan recule de 6 %. Les acteurs de la filière constatent que la demande est plus orientée vers l'origine française, ainsi qu'un « rajeunissement » du consommateur depuis les actions de communication entreprises lors du premier confinement au moment des fêtes de Pâques. Les importations sont jugées modérées, elles reculent de 13 % depuis le début de l'année par rapport à 2019. Outre une évolution de la stratégie des opérateurs, ce repli témoigne de la baisse des disponibilités chez les principaux producteurs mondiaux, qu'ils soient européens ou océaniques.

Grandes cultures : adversité climatique et demande mondiale soutiennent les cours

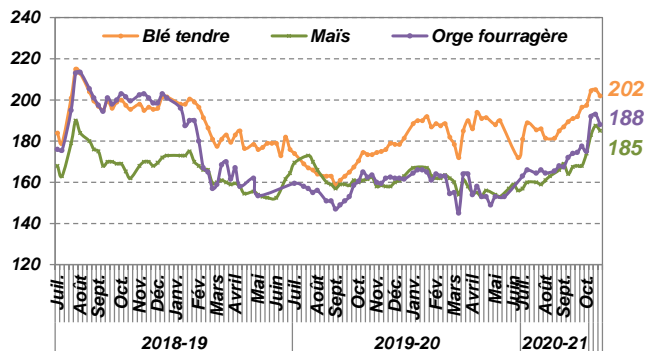
Céréales : des cours stimulés par une intense demande chinoise sur fond de weather market

Selon les estimations du 1^{er} octobre, la récolte de céréales s'établirait en Pays de la Loire à 3,638 Mt, soit la plus faible depuis 2001. En France, elle ne s'élève qu'à 58 Mt avec seulement 29,2 Mt de blé

(-18 % / moyenne 2015-19), 10,5 Mt d'orge (-13 %) et 13,8 Mt de maïs (+4,5 %).

Depuis le début de la campagne les cours des céréales ont suivi une progression régulière pour 2 raisons principales.

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Tout d'abord, le weather market a joué à plein avec plusieurs régions du monde soumises à la sécheresse. En mer Noire, la récolte ukrainienne de maïs est très inférieure aux attentes. Les semis de blé ont été perturbés de même qu'en Russie. Aux Etats-Unis, les cultures de maïs ont souffert pendant l'été et ont été victimes d'une tempête derecho au mois d'août. En Amérique latine, la récolte de blé argentin a été plusieurs fois revue en baisse. La sécheresse a également retardé les semis de maïs, de même que les semis de soja au Brésil. Elle crée ainsi une incertitude sur la deuxième récolte de maïs de ce pays, la plus importante en surface et volume, qui est semée en février-mars, après la récolte de soja.

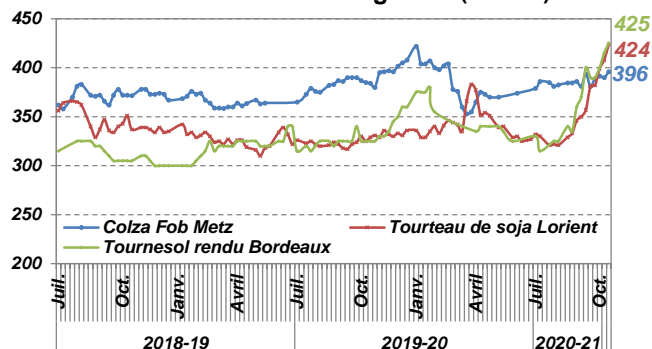
Face à cela, la demande internationale de céréales est très active. Outre des achats soutenus de la part des pays importateurs habituels, tels que l'Égypte et l'Algérie pour le blé, cette année est marquée par une forte dynamique d'achats de la Chine tant en blé qu'en orge et en maïs. Ainsi, malgré une production mondiale de céréales attendue à un record, la situation est tendue car les stocks de début de campagne des exportateurs étaient en baisse.

Récemment, une météo plus favorable, avec des pluies arrivées en mer Noire et outre-Atlantique, l'approche des élections américaines, et le développement d'une deuxième vague de Covid-19

ont conduit à des prises de bénéfice sur Euronext et stoppé la tendance à la hausse.

Colza : pression baissière du contexte d'incertitude depuis fin octobre

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Les incertitudes liées à la crise de la Covid-19, la mise en place fin octobre d'un nouveau confinement et le marché du pétrole ont fait pression sur les cours du colza fin octobre-début novembre. L'effet du confinement sur la demande de biodiesel pourrait cependant être atténué par rapport au printemps en raison de son caractère moins restrictif notamment sur les transports professionnels. L'huile de colza pourrait par ailleurs renforcer ses parts de marché dans le mix européen de production de biodiesel.

La grande fermeté du complexe oléagineux, le soja en tête, constitue un autre facteur de soutien au colza. Alors que l'origine est très sollicitée par la demande chinoise, les conditions climatiques sont défavorables à la mise en place des sojas en Amérique latine et compromet la récolte du début de l'année prochaine.

Les marchés de l'huile de palme (perspectives de production en baisse) et du canola canadien (demande intérieure et export soutenue) sont également sous tension.

Viticulture : des perspectives préoccupantes sur le début de la campagne 2020-21

Sur la campagne 2019-20, les sorties de chais du vignoble Val de Loire reculent de plus de 10 %. Les ventes au négoce sont en berne et les ventes directes ont été très perturbées pendant le confinement. Toutes les couleurs sont concernées par le recul. En blancs, le Muscadet recule de plus de 10 %, alors que l'Anjou blanc et les Coteaux du Layon progressent de 2,3 % et 5,2 %. En rosés, le Cabernet d'Anjou et le Rosé d'Anjou reculent de 7,5 % et 13,6 %. En rouges, l'Anjou Rouge (-4,3 %), le Saumur-Champigny (-9,1 %) et le Saumur Rouge (-18,3 %) suivent la même tendance baissière tout comme les fines bulles (-9,7 % pour le Saumur). Par contre, sur le début de la campagne 2020-21 (août), la croissance post confinement des sorties de chais s'observe également à l'exception de l'entrée de gamme des vins blancs secs du Nantais.

De septembre 2019 à août 2020, le marché des vins tranquilles a reculé de 2,1 % (en volume) dans les hypermarchés et supermarchés. Le Val de Loire est le seul vignoble d'AOP à se développer en rosés et en rouges.

A l'export, le Val de Loire progresse de 1,1 % (en volume également), notamment pour le Muscadet. Les rouges et les rosés sont par contre en berne à l'exception du Cabernet d'Anjou.

La campagne 2020-21 démarre avec des stocks en recul de 12 % en Val de Loire, la distillation de crise ayant permis d'en retirer 110 000 hl de juin à août 2020 (concerne le Muscadet pour près de la moitié des volumes). Pour la récolte 2020, les volumes ont été gérés selon les vignobles pour ne pas faire

pression sur le marché. L'observatoire économique du Val de Loire fait état fin septembre d'une baisse de valorisation des ventes au négoce.

Les perspectives sur le début de campagne sont par ailleurs préoccupantes pour les débouchés CHR (cafés-hôtels-restaurants) avec la mise en place d'un nouveau confinement fin octobre.

Le plan de soutien à la filière viticole annoncé fin mai et complété en août s'appuie sur 2 instruments de

gestion des marchés : la distillation (fonds Etat et prélèvement sur l'enveloppe PNA de l'OCM vitivinicole) et le stockage privé ouvert à partir de début novembre (fonds Etat). Une avancée a été obtenue récemment au sujet de l'exonération des charges salariales patronales, mais elle reste à confirmer. La filière est par ailleurs toujours en attente d'un fonds de compensation des taxes américaines sur les vins français.

Horticulture et pépinière : une activité impactée par l'épidémie de Covid-19

Le bilan du printemps en horticulture s'avère très affecté par la crise de la Covid-19. Le confinement a altéré les achats horticoles bien que le climat était favorable. La fin de saison printanière a cependant été très bonne sans toutefois rattraper les pertes de début de période. Les ventes de plants potagers ont connu un fort engouement dès la réouverture des jardinerie. Il a fallu attendre mi-mai et le déconfinement pour que les ventes de plantes ornementales reprennent. Les ventes ont d'ailleurs été soutenues jusqu'à la fête des mères. Les pertes ont été très lourdes pour les producteurs de fleurs coupées. Fort heureusement, la fête des mères, date clé pour les fleuristes, a été épargnée.

Les pépiniéristes ont subi des arrêts d'activité durant la période de confinement. Selon leurs débouchés, le bilan du premier semestre a été plus ou moins bon.

L'activité très soutenue en début d'année (climat propice aux plantations) des pépiniéristes travaillant avec les paysagistes et les collectivités leur a permis de passer le confinement sans trop de difficultés quand les pépiniéristes en lien avec les jardinerie se sont retrouvées en situation plus difficile.

Une aide de 25 M€ a été octroyée au secteur horticole afin de surmonter les pertes causées par la crise sanitaire. Les modalités de versement de cette aide n'ont toujours pas été précisées par l'Etat. Pourtant, des entreprises sont aujourd'hui en situation délicate.

L'activité automnale est marquée par les ventes pour la Toussaint. On mesurera prochainement le bilan de cette saison d'autant qu'un reconfinement est instauré depuis le 30 octobre.

Légumes : des circuits de distribution perturbés

En filières légumes, le premier confinement a fortement perturbé les circuits de distribution avec un report de la demande sur les achats des ménages principalement en GMS et la chute concomitante du débouché RHD. Les impacts économiques ont donc été différents selon le positionnement commercial des opérateurs. La mise en œuvre d'un deuxième confinement pourrait engendrer de nouvelles perturbations. Le maintien de l'ouverture de la restauration scolaire devrait cependant atténuer le recul des débouchés RHD.

S'agissant de la conjoncture des produits, le mois d'octobre est marqué par le retour d'un climat automnal. Les produits estivaux comme la tomate sont en fin de campagne. D'après FranceAgriMer, l'offre limitée et la faible concurrence européenne permet la fermeté des cours face à une demande plus faible du fait des conditions météorologiques.

La demande de poireau est par contre plus importante alors que l'offre est restreinte par les conditions pluvieuses limitant les travaux de récolte au champ. Les volumes sont redevenus conformes pour la saison à partir de la mi-octobre.

En salade, la production ralentit avec la chute des températures et de l'ensoleillement face à une demande toujours présente.

A l'instar du poireau, la demande a progressé sur le marché de la carotte avec le retour du climat automnal.

S'agissant des échanges français de légumes frais (hors pomme de terre), les importations en volume sont en recul en août (-7 % par rapport à 2019), notamment en tomates (-22 %). Les exportations sont en légère progression sur la même période (+3 %).

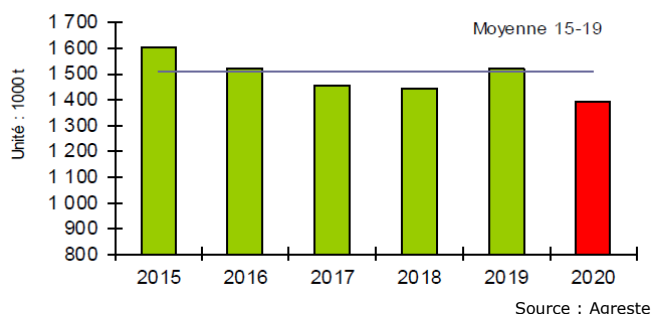
Arboriculture : en pommes, un volume régional de production 2020 en repli

Au 1^{er} octobre, la production française de pommes est estimée en nette baisse par rapport à 2019 (-12 %)

et par rapport à la moyenne des 5 dernières années (-11 % selon Agreste). Il s'agirait de la production la

plus faible depuis 7 ans. L'alternance est marquée, essentiellement en variété Golden, dont la production chuterait de 24 % sur 1 an. La sécheresse estivale a accentué cette baisse.

Production nationale de pommes



En Pays de la Loire, la récolte démarre avec 10 jours d'avance. La production est prévue en retrait de l'ordre de 10 % sur 1 an.

En début de campagne, la commercialisation sur le marché intérieur a démarré doucement, conséquence des températures élevées qui ont freiné la consommation de pommes. Les variétés Elstar, Gala, Reinette et Granny Smith sont disponibles sur les

états, mais l'intérêt encore timide pour ces produits nécessite des efforts sur le prix.

A l'exportation, l'activité est normale vers l'Europe, mais accuse un gros retard vers les Pays tiers, notamment au Moyen-Orient, en raison d'un stock de pommes de l'hémisphère sud encore important. Les tentatives de boycott des produits français suscitent par ailleurs une certaine inquiétude.

Les cours sont soutenus par le déficit de production, essentiellement en Golden. Toutes variétés confondues, ils sont supérieurs de 8 % à ceux de 2019 et à la moyenne des 5 dernières années.

Selon l'association internationale WAPA (World Apple and Pear Association), la production européenne de pommes en 2020 s'annonce d'un faible niveau, comparable à celui de 2019, et inférieure à la moyenne 2015-19 (-7 %). Tout comme en France, les productions allemande et italienne se contracteraient. En Pologne (1^{er} pays producteur européen), bien qu'en progression de 17 % après le creux de 2019, la production reste d'un petit niveau quantitatif et qualitatif.

Circuits courts et agritourisme : une année 2020 perturbée

Après le boom de certaines ventes directes (à la ferme, magasin de producteurs, drives fermiers) pendant le confinement, la situation s'est rapidement normalisée en mai-juin. De nombreux producteurs conservent toutefois une augmentation d'activité de l'ordre de 10 à 15 % par rapport à la période antérieure à la crise. Les ventes à la restauration n'ont quant à elles repris que très progressivement, d'abord sur la restauration commerciale avant l'été, la restauration scolaire n'ayant réellement redémarré qu'en septembre. Une conjoncture qui reste compliquée pour les produits de consommation les moins courants (pigeons, escargots...).

La saison touristique 2020 a été très courte, après un printemps à l'arrêt, et en Mayenne un début d'été perturbé par le franchissement du seuil d'alerte Covid-19. Elle a été marquée par des réservations de dernière minute, l'absence des clientèles étrangères et l'importance de la clientèle de proximité (31 % de clients ligériens), mais aussi par le succès des gîtes ruraux, formule d'hébergement rassurante dans le contexte sanitaire.

Pour l'agritourisme régional (hébergements, loisirs), l'été aura donc permis globalement de « sauver les meubles » même s'il ne compensera pas toutes les pertes.



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Pascale LABZAE	Tél. 02 43 29 24 28	Mail : pascale.labzae@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr